

AMPLIFIONS LA MOBILISATION POUR LE RETRAIT DU PROJET DE LOI BLANQUER !

Le 19 mars, des centaines de milliers de salariés du public et du privé étaient dans la rue, répondant à l'appel à la grève public-privé. Un même constat dans toute la France, la présence des enseignants des premier et second degrés était importante dans les cortèges. Ils veulent le retrait de la loi pour une « école de la confiance », ils veulent stopper toutes les contre-réformes.

Avant et après les manifestations, des assemblées générales massives de grévistes se sont réunies : 60 à Bourg-en-Bresse qui décident à l'unanimité de reconduire la grève à partir du lundi 25 mars ; 114 dans le Rhône qui décident de partir en grève à compter du 28 mars ; 80 dans le Tarn qui décident d'amplifier la mobilisation et appellent tous les autres départements à une AG le 26 mars ; 550 à Nantes qui décident de reconduire la grève à partir du 25 mars. Dans le Puy-de-Dôme l'AG des enseignants du 1^{er}, 2nd degré et AESH avec leurs organisations syndicales décide la grève reconductible à partir de jeudi 28 mars. En Haute-Loire, blocage des ronds-points avec les gilets jaunes le matin du 19 mars, manifestation et assemblée générale : grève reconduite pour le 25 mars. Même décision dans le

Maine-et-Loire, 300 enseignants réunis en AG. Dans le Tarn-et-Garonne, 250 personnels décident de reconduire la grève à compter du 26 mars...

Et aujourd'hui même, 80% de grévistes au rectorat de Rouen, 250 en manifestation contre la fusion des académies de Rouen et Caen avec AG des personnels cet après-midi.

FO soutient toutes les initiatives décidées par les personnels et s'associe aux manifestations prévues le 30 mars pour exiger l'abandon de la loi Blanquer.

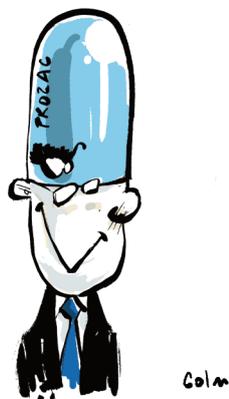
Le ministre Blanquer ne peut plus le nier : il y a mobilisation des personnels contre ses réformes. Ce n'est pas par l'intimidation, la menace de sanctions, dans la continuité des mesures répressives annoncées par le Premier-Ministre et de la loi « anti-casseurs » que le ministre et son gouvernement parviendront à faire taire les revendications.

Depuis des mois, les professeurs exigent le retrait de la réforme du lycée, du baccalauréat, de *Parcoursup*, le retrait de la 2^e heure supplémentaire « non refusable », l'augmentation des salaires, le maintien du Code des pensions civiles et militaires. Ils ne veulent pas de la destruction de la Fonction publique. Et en plus, il faudrait accepter la loi Blanquer sur « l'École de la confiance » qui vise à exploser le statut des personnels, donne toute sa place aux expérimentations locales : en somme, plus de règles, plus d'École de la République ?

Le SNFOLC, avec la FNEC FP-FO, appelle à amplifier partout la mobilisation, à réunir les assemblées générales pour discuter et décider la grève. Un préavis de grève a été déposé.

Une interfédérale nationale, à l'initiative de la FNEC FP-FO, se réunira le 25 mars au soir.

"ÉCOLE DE LA CONFIANCE"



GARE A LA GÉLULE BLANQUER

C'est maintenant qu'il faut poursuivre et amplifier le rapport de forces pour obtenir satisfaction.